

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



L'ENLISEMENT DES MILITAIRES AMERICAINS EN IRAK  
CONSTITUE-T-IL UN ECHEC DANS LA LUTTE GLOBALE CONTRE  
LE TERRORISME ?

**Mémoire de géopolitique  
du colonel Richard RAVALOMANANA**

**Cadre du séminaire :  
« Rôles des grands commandements dans la géopolitique ».**

**Directeur de mémoire :  
Général de corps d'armée André Ranson**

**12 mars 2007**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'enlèvement des militaires américains en Irak constitue-t-il un échec dans la lutte globale contre le terrorisme ?
2. 2007\_memoire\_geop\_Grands\_commandements\_militaires\_Ravalomanana
3. Colonel, gendarmerie nationale, Richard Ravalomanana, Madagascar.
4. 12 mars 2007.
5. Division B – Groupe B3
6. Mémoire de géopolitique
7. Résumé : au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001, pour les Etats-Unis, combattre le terrorisme est une guerre et non plus une lutte. Cette nouvelle doctrine, dénommée guerre contre la terreur, n'hésite pas à exercer le droit d'autodéfense par une attaque préventive, en combattant les terroristes et leurs alliés à l'extérieur, au lieu d'attendre qu'ils viennent attaquer les Américains sur leur territoire.  
L'administration américaine du président George W. Bush a justifié la guerre d'Irak par cette guerre contre la terreur, après en avoir déclenché une en Afghanistan. Cependant, dès son début au mois de mars 2003, contrairement à celle d'Afghanistan, elle n'a pas fait l'unanimité auprès de la communauté internationale. La victoire militaire dans le cadre de la guerre conventionnelle est certes acquise mais depuis l'occupation américaine de l'Irak, les violences n'y ont pas de répit, les attentats terroristes continuant à faire plusieurs victimes chaque jour. L'Irak et ses Etats voisins sont devenus des endroits très dangereux à fréquenter pour un occidental. Le terrorisme continue à menacer la paix et la sécurité mondiales. La présence des forces étrangères en Irak est de plus en plus contestée. La guerre elle-même est jugée illégitime par des militaires américains jusqu'à provoquer des refus d'y être envoyés, des desertions à l'extérieur pour éviter d'être forcés

à y participer et des envois de lettres de pétition pour demander leur retrait de l'Irak. Pire, les arguments avancés pour justifier la guerre contre la terreur ne sont pas confirmés par la suite.

En engageant leurs troupes dans cette guerre, les Etats-Unis se sont embourbés dans une crise où ils ont des difficultés pour trouver une porte de sortie honorable, jusqu'à consentir à s'asseoir autour d'une même table avec des Etats qualifiés de faire partie de l'Axe du mal. Le terrorisme mondial, pourtant déjà désorganisé et déstabilisé par sa déroute en Afghanistan quatre ans plutôt, a pu avoir un nouveau souffle.

L'enlèvement des militaires américains en Irak constitue donc un échec dans la lutte contre le terrorisme mondial. Mais personne ne doit s'en réjouir. Cette lutte étant la plus grande préoccupation de tout Etat épris de justice, de démocratie, de liberté et de paix, il faut savoir en tirer des leçons pour mieux mener le combat la prochaine fois.

L'enlèvement des militaires américains en Irak constitue-t-il un échec dans la lutte globale contre le terrorisme ?

## **SOMMAIRE**

### PREMIERE PARTIE

#### DETERMINATION DES ETATS-UNIS D'ATTAQUER L'IRAK

*Le terrorisme*

*Les Etats-Unis et la lutte contre le terrorisme.*

*Contexte avant la guerre qui a amené les Etats-Unis à être déterminés d'attaquer l'Irak.*

### DEUXIEME PARTIE

#### LA GUERRE D'IRAK ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

*Raisons de la détermination américaine d'attaquer l'Irak.*

*Les raisons déclarées et le terrorisme.*

### TROISIEME PARTIE

#### CONSEQUENCES DE LA GUERRE D'IRAK

*Constats*

*Conséquences de la guerre d'Irak sur le terrorisme*

### PROPOSITION DE MESURES A PRENDRE

*Avant une décision d'intervenir*

Lors d'une intervention dans un pays en crise

## INTRODUCTION

« *L'Amérique est en guerre* » déclare le président américain George W. Bush, après les terribles attentats terroristes du 11 septembre 2001. Cette guerre est contre le terrorisme ou contre la terreur selon les termes propres aux Américains. L'attaque de l'Afghanistan qui entre dans ce cadre, a été fortement soutenue par la communauté internationale. Après les succès militaires de cette guerre d'Afghanistan, George W. Bush a pointé de doigt quelques pays dont l'Irak, de faire partie de l'Axe du mal, donc susceptibles de faire aussi l'objet d'une attaque américaine. Cependant, cette fois-ci, il n'était plus soutenu dans son intention, la majorité de la communauté internationale s'étant opposé à une guerre contre l'Irak. L'administration américaine étant fermement déterminée à passer à l'acte, sous son impulsion, des forces de coalition internationales ont attaqué l'Irak sans attendre l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies, au mois de mars 2003. George W. Bush a justifié cette détermination par une guerre préventive contre le terrorisme en ces termes « *nous combattons nos ennemis à l'étranger, au lieu d'attendre qu'ils viennent nous attaquer chez nous* ». Réconforté par les succès militaires qui se sont soldés par la chute de Bagdad<sup>1</sup> quelques semaines seulement après le début des attaques, il a promis au monde entier que « *l'invasion américaine allait faire du Moyen Orient une région plus sûre* ». Par cette déclaration, il veut dire que le terrorisme va y diminuer considérablement et par ricochet partout dans le monde.

Cependant, après son occupation par les Américains, les violences n'ont pas de répit en Irak où des attentats terroristes tuent en moyenne plus d'une trentaine d'Irakiens et plus de deux soldats des forces de coalition internationales<sup>2</sup> par jour. Un séjour dans les pays voisins de l'Irak devient très dangereux pour un occidental. Le monde entier et particulièrement les Etats-Unis et les pays occidentaux, ne cessent de vivre dans l'angoisse de faire l'objet d'un attentat terroriste. Parmi les guerres où sont engagés des militaires américains, celle d'Irak est devenue la plus contestée, non seulement par la communauté internationale mais aussi par les Américains eux-mêmes.

Les Etats-Unis se sont donc enlisés dans un borbier irakien où ils éprouvent des difficultés pour sortir jusqu'à les amener à perdre la face en consentant à discuter autour d'une même table à Bagdad le 10 mars 2007, avec des Etats que George W. Bush a qualifiés de faire partie de l'Axe du mal, pour trouver une solution à la crise. La question est alors de savoir si cet enlissement des militaires américains en Irak constitue un échec de la lutte globale contre le terrorisme, argument avancé pour justifier le déclenchement de la guerre.

---

<sup>1</sup> Bagdad est la capitale de l'Irak.

<sup>2</sup> CF annexe 1 du présent mémoire portant statistiques des décédés de la guerre d'Irak du 20 mars 2003 au 14 décembre 2006.



débouché sur l'émergence d'un terrorisme d'inspiration islamiste radicale, d'envergure planétaire. Il s'attaque indistinctement aux pays occidentaux et arabes avec des moyens de destruction jusqu'alors inédits. Il engendre des menaces transverses de dimension supranationale par leur organisation, leurs filières et leurs objectifs qui bouleversent les méthodes traditionnelles<sup>4</sup> d'anticipation d'un événement. La distinction de renseignement extérieur ou de défense (modèle militaire et diplomatique) et du renseignement intérieur ou de sécurité (modèle policier) est devenue dépassée. La sécurité internationale ne se joue plus aujourd'hui dans la suprématie militaire mais dans l'évaluation des crises et des menaces dont les acteurs ne sont pas seulement des Etats mais aussi des groupes unis par des solidarités nouvelles avec des stratégies mondiales et multisectorielles.

### 1.1.2) Evolution

Lors des attentats du 11 septembre 2001 et surtout après la chute du régime taliban en Afghanistan, le terrorisme a encore connu une évolution. Cette évolution est due au démantèlement, à la déstabilisation du réseau terroriste mondial incarné par Al-Qaïda<sup>5</sup> et à l'inexistence d'Etats qui soutiennent ouvertement le terrorisme. Les terroristes sont obligés de se terrer et sont devenus plus difficiles à repérer même par les moyens modernes (photos satellites, interceptions téléphoniques etc.). Ils recrutent leurs éléments parmi ceux qui sont totalement intégrés dans la population, sans antécédent judiciaire ni passé politique connu. Ils utilisent des moyens rustiques, sans logistique lourde et apparemment inoffensifs pouvant contourner les indicateurs d'alerte. De ce fait, ils continuent à représenter « *une menace accrue mais plus difficile à prévenir que par le passé en raison de la diversification de ses méthodes et de ses cibles de recrutement*<sup>6</sup>. »

Dans cette nouvelle forme du terrorisme, la menace d'utilisation d'armes de destruction massive par des terroristes est la plus dangereuse, les proliférations chimique, bactériologique et biologique pouvant se développer dans des conditions techniquement indétectables.

Actuellement, les Etats-Unis et leurs alliés se déclarent être en guerre ou lutter contre le terrorisme. De son côté, l'Organisation de coopération de Shanghai<sup>7</sup> qui regroupe la Russie, la République Populaire de Chine et d'autres nations d'Asie centrale, fixe dans sa priorité la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme islamiste.

---

<sup>4</sup> Pierre Conessa, Géopolitique du renseignement, La fin d'une époque

<sup>5</sup> Al-Qaïda est une organisation terroriste créée par le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden en 1988 pour combattre les soviétiques en Afghanistan. Au début allié des Américains, Oussama Ben Laden est devenu leur principal ennemi après l'installation des bases américaines en Arabie saoudite en 1991.

<sup>6</sup> La France face au Terrorisme, documentation française – Paris 2006 page 25.

<sup>7</sup> L'Organisation de coopération de Shanghai est créée le 14 juin 2001, son secrétariat est à Pékin (Chine) et son autre structure permanente dénommée « Regional antiterrorist structure » ou Structure anti-terroriste régionale, à Tachkent (Ouzbékistan).

### 1.1.3) Etymologie et origines

Le mot terrorisme exprime l'idée d'une terreur imposée à un groupe d'individus. Ce mot terreur est apparu pour la première fois au XVIII<sup>e</sup> siècle, durant la révolution française, pendant le régime de la terreur, lorsque le Comité de Salut Public dirigé par Robespierre<sup>8</sup> exécutait ou emprisonnait ceux qui étaient considérés comme contre-révolutionnaires.

Depuis la seconde Guerre mondiale, le mot terrorisme a désigné les actions violentes contre les civils pour répandre la terreur et faire pression sur un État. Aujourd'hui, il est devenu parfois péjoratif étant utilisé par les dirigeants d'un pays pour discréditer leurs adversaires politiques qui prennent les armes pour s'opposer à eux.

### 1.1.4) Définition générale

Le terrorisme est donc une méthode qui consiste à mener des actions violentes contre un adversaire, en particulier un gouvernement, ses représentants et la population civile. Au niveau des Nations unies, depuis 1963, treize conventions<sup>9</sup> ont été adoptées pour le réprimer mais ce n'est qu'à partir de 1997 que les actes répréhensibles ont commencé à être qualifiés explicitement de terroristes.

Les tentatives pour élaborer une typologie du recours au terrorisme butent sur l'hétérogénéité des terroristes. Des classifications existent mais ne suffisent pas pour trouver une définition de consensus du fait qu'il est parfois difficile de distinguer un acte de résistance ou de mouvement de libération nationale, de celui de terrorisme. L'établissement d'une définition objective et acceptée universellement de la notion de terrorisme est alors difficile.

Même s'il ne donne pas encore lieu à une définition unique et universelle, de nos jours, le terme « terrorisme » est très fréquemment employé en droit international et par les institutions internationales. A l'occasion du sommet célébrant le soixantième anniversaire de l'ONU en septembre 2005, Monsieur KOFI Annan, Secrétaire général, l'a défini en « *tout acte qui vise à tuer ou à blesser grièvement des civils ou des non-combattants, et qui, du fait de sa nature ou du contexte dans lequel il est commis, doit avoir pour effet d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à agir ou à renoncer à agir d'une façon quelconque* ». Quelques Etats ont repris cette définition du terrorisme et particulièrement la France dans son code pénal aux articles 421-1, 421-2 et 421-2-2.

---

<sup>8</sup> Robespierre, homme politique français, avocat en 1781, député en 1789, est entré au comité de salut public le 27 juillet 1793 où il devient tout puissant. La gravité des dangers qui menacent la révolution et la patrie l'amène à promouvoir un pouvoir dictatorial qui se réclame de la vertu et de la terreur.

<sup>9</sup> CF annexe 2 du présent mémoire, portant sur les treize conventions de lutte contre le terrorisme.

Le terrorisme se définit donc par sa finalité et se caractérise par des modes opératoires qui lui sont propres. Il en existe quatre principaux types qui sont le terrorisme individuel, le terrorisme organisé, le terrorisme d'Etat et le terrorisme économique.

#### 1.1.5) Principaux types de terrorisme

Un terrorisme est dit *individuel* s'il est commis par un individu isolé et dont la décision de passer à l'acte a relevé de lui-même. Les personnes visées sont un ou des détenteurs d'une autorité publique qui ont participé à la répression de la population ou d'un des compagnons de lutte de l'individu concerné. L'idée du terroriste est qu'une fois certains acteurs d'une répression supprimés, celle-ci s'estomperait à cause de la peur des autres acteurs de la sphère politique répressive. D'autre part, le terrorisme individuel a un caractère spontané et une base sociale. Mais il ne peut pas avoir une portée internationale.

Le *terrorisme organisé* est pratiqué par un groupe de personnes qui ne représente pas un gouvernement. Il peut avoir une portée régionale et internationale et est lié à des questions de politique intérieure ou extérieure, à des revendications idéologiques ou régionalistes, à des questions d'ordre religieux etc. De ce fait, il peut être qualifié de *politique* ou *religieux*.

Le *terrorisme d'État* recouvre des actions terroristes mises en œuvre, commanditées, manipulées ou complaisamment ignorées par un État qui n'a pris aucune mesure pour les stopper. Il est parfois utilisé pour décrire des agressions ouvertement commises par un État contre un groupe particulier. La terreur à la source du « terrorisme d'État » dans des faits, peut aussi relever du « crime contre l'humanité » lors d'un jugement.

Le *terrorisme économique* vise à détruire, à déstabiliser ou à immobiliser l'économie d'un pays. Si telles sont les approches du phénomène terroriste, comment est-ce que les Etats-Unis le conçoivent pour en justifier l'attaque d'un pays souverain comme l'Irak ?

#### 1.2 LES ETATS-UNIS ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le président George W. Bush a déclaré « ... Nous cherchons à façonner le monde, non à être façonnés par lui ... ». De cette phrase, il ressort que les Etats-Unis se considèrent représenter les bonnes valeurs. Ils se fixent la responsabilité de créer un monde qui doit s'y conformer et s'engagent dans la lutte contre le terrorisme pour y parvenir. Ils appellent la lutte contre le terrorisme « guerre contre la terreur » ou « guerre globale contre la terreur » (war on terror ou global war on terror). En la qualifiant carrément de guerre, ils veulent montrer les moyens à mettre en œuvre et les modalités d'exécution pour la mener, d'autant plus que c'est devenu leur première priorité. De ce fait, tous les documents qui traitent de la sécurité et la défense parlent tous de la guerre contre le terrorisme.

De ces documents, il peut être déterminé la conception des Etats-Unis et leurs objectifs dans la guerre contre le terrorisme.

### 1.2.1 Stratégies de sécurité et de défense

Les documents qui traitent de la sécurité et de la défense sont la stratégie de sécurité nationale, la stratégie de défense nationale, la stratégie nationale pour combattre le terrorisme et la « Quadrennial Defense Review » ou QDR.

La stratégie de sécurité nationale est un document stratégique permettant aux Etats-Unis de maîtriser les grands défis du futur. La première version était rédigée le 17 septembre 2002 et la seconde le 16 mars 2006.

Etablie par le Secrétaire d'Etat à la Défense D. Rumsfeld en mars 2005, la stratégie de défense nationale définit les catégories de menaces auxquelles sont exposées les Etats-Unis.

La stratégie nationale militaire est un document par lequel le chef d'état-major interarmées fixe pour les trois à cinq ans à venir, les grandes orientations permettant d'atteindre les objectifs politiques de la stratégie de défense nationale.

La stratégie nationale pour combattre le terrorisme est un concept géopolitique développé par l'administration de George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001.

La QDR est une sorte de livre blanc de la défense ou de feuille de route pour la défense. Comme son nom l'indique, elle est établie tous les quatre ans (1997, 2001 et 2006) et est en cohérence avec le projet de budget ainsi que des objectifs à court et à long terme.

### 1.2.2 La lutte contre le terrorisme selon les Etats-Unis

De l'analyse de ces documents concernant la sécurité et la défense, il ressort que pour les Américains, combattre le terrorisme est une guerre et non une lutte, ce qui amène George W. Bush à dire « L'Amérique est en guerre ...Elle a laissé la voie de la peur pour choisir celle de la confiance qui consiste à abandonner la politique d'isolationnisme et de protectionnisme et de poursuivre la politique de libre marché commerce et concurrence ». Les doctrines d'endiguement et de dissuasion étant évaluées être insuffisantes, les stratégies de guerre contre le terrorisme se fondent alors sur une doctrine qui n'hésite pas à exercer le droit d'autodéfense par une attaque préventive.

La guerre contre la terreur revêt une forme différente de celle de la guerre traditionnelle. Elle a évolué avec le temps. A son début, elle était à la fois un combat par les armes et par les idées. Elle ne consiste donc pas seulement en des batailles sur le terrain contre des ennemis terroristes mais aussi en la promotion de la liberté et de la dignité humaine qui constitue une stratégie alternative à l'émergence du terrorisme qui se base généralement sur un régime tyrannique et totalitaire.

Plus tard, elle est devenue une guerre globale. Elle nécessite alors l'engagement de toutes les ressources nationales (militaire, diplomatique, financiers, juridique etc.). Les ennemis à combattre sont tout mouvement d'organisations, de réseaux ou même d'individus extrémistes ; des Etats ou groupements non étatiques dont le point commun est l'idéologisation de l'islam, le recours au terrorisme et à la violence contre des civils innocents pour atteindre leurs objectifs politiques. Dans ce cadre, le contre-terrorisme ne relève plus seulement du domaine de la justice criminelle en recherchant et en présentant à la justice ceux qui ont commis les attentats du 11 septembre 2001, mais sa finalité est de détruire totalement le réseau terroriste Al-Qaïda et de faire face à l'idéologie radicale qui pourrait amener certains à se joindre aux terroristes ou à les soutenir.

Enfin, la lutte contre la terreur se différencie de la lutte antiterroriste traditionnelle, par des actions militaires de grande ampleur à l'étranger et par un interventionnisme actif. Elle consiste en des actions policières, politiques et militaires contre différentes organisations liées au terrorisme islamiste, mises en œuvre par le gouvernement des États-Unis et appuyé par des alliés. Elle débouche sur la notion de guerre « préventive » contre les États voyous ou « rogue states » abritant des groupes terroristes et/ou susceptibles de les soutenir matériellement et financièrement ou de leur fournir des armes de destruction massive. «On combat nos ennemis à l'étranger, au lieu d'attendre qu'ils viennent nous attaquer chez nous » dixit George W. Bush.

La stratégie de sécurité nationale parle du fait que l'Afghanistan et l'Irak sont des lignes de front de la guerre contre la terreur et estime que gagner cette guerre nécessite la victoire dans les batailles engagées dans ces deux pays.

### 1.2.3 Objectifs de la guerre contre la terreur

Pour les Etats-Unis, les objectifs de la guerre contre la terreur sont de sécuriser leur peuple, protéger leurs intérêts et respecter leurs engagements internationaux. Ils se traduisent par :

a) la protection du territoire national contre toute attaque terroriste, en traitant la menace au loin, en protégeant les approches stratégiques, en défendant le territoire national par un dispositif global et en créant un environnement défavorable au terrorisme par le contrôle des Etats voyous ;

b) la prévention contre les actions de l'ennemi et contre toute autre menace, en constituant des forces déployées et projetables, en renforçant la coopération avec les forces alliées qu'ils vont rassurer par leur capacité de s'engager et en dissuadant les adversaires potentiels d'agir ;

c) la domination sur l'ennemi, par une victoire rapide et écrasante en cas de confrontation ;

d) un retour à la stabilité dans un pays en crise, en coordination avec les partenaires internationaux et les ONG.

Pour atteindre ces objectifs de la guerre contre la terreur, les Etats-Unis vont :

- a) encourager la démocratie et le libre marché dans le monde ;
- b) renforcer la défense du territoire national et engager des guerres préemptive, préventive ou répressive à l'étranger pour combattre les terroristes et les dangereux dictateurs avant qu'ils puissent lancer une attaque contre les Etats-Unis ;
- c) priver les terroristes et leurs alliés (Etats voyous) de leurs sources de financement, de tout soutien ou appui pouvant les aider à agir et à survivre et les empêcher d'acquérir d'armes de destruction massive ;
- d) dissuader les Etats voyous de ne pas soutenir les terroristes et de ne pas les aider à constituer des sanctuaires ;
- e) empêcher les terroristes de contrôler une nation pour qu'ils ne puissent pas l'utiliser comme base ou aire de lancement de leurs actions ;
- f) mettre en place des bases et créer des institutions et des structures aidant à faire la guerre contre la terreur et à permettre aux Etats-Unis de gagner la victoire finale dans cette guerre ;
- g) créer des grandes alliances par la diplomatie avec les pays épris de démocratie et promouvoir la collaboration avec les puissances régionales pour empêcher des conflits armés ;
- h) soutenir la justice, la liberté, le droit de l'homme, la liberté de religion, d'expression, de penser, de presse etc.
- i) mettre en place des cellules inter-agences de lutte contre le terrorisme au sein des grands commandements régionaux.

Si telle est la conception et les objectifs de la guerre contre la terreur, par les Etats-Unis, quelle était la situation avant le déclenchement de la guerre en Irak ?

### 1.3 CONTEXTE AVANT LA GUERRE.

#### 1.3.1) Intention des Etats-Unis d'attaquer l'Irak avant 2003

Bien avant 2003, les Etats-Unis ont déjà souhaité voir la chute du régime de Saddam Hussein. D'abord, juste après la première guerre du Golfe, ils ont pensé que cette guerre et les embargos économiques et militaires décidés à l'encontre de l'Irak, iraient l'affaiblir. Ils ont alors appuyé les insurgés Kurdes et les chiites en espérant que ces adversaires farouches de Saddam Hussein vont pouvoir le destituer facilement. Cependant, ce dernier a pu mater les insurrections et se maintenir au pouvoir.

Puis en 1994 et 1996, à la suite du non-respect des résolutions des Nations unies par Saddam Hussein, ils ont encore bombardé l'Irak et ont soutenu les insurgés, toujours dans le but d'affaiblir le régime de Saddam Hussein et le rendre vulnérable aux mouvements d'insurrections. Mais, Saddam Hussein a toujours pu s'en sortir en réprimant violemment les insurgés.

Au mois de janvier 1998, dix huit néoconservateurs dont certains sont devenus des hauts responsables du gouvernement George W. Bush trois ans plus tard à l'instar de Donald Rumsfeld, ont adressé une lettre au président Bill Clinton. Ils ont évoqué l'échec de la politique d'embargo contre l'Irak et ont recommandé des actions directes pour destituer Saddam Hussein et son régime dans le cadre de la politique étrangère américaine<sup>10</sup>. Mais, Bill Clinton a encore opté pour des bombardements intensifs de l'Irak et le soutien aux insurgés et n'a pas obtenu les résultats escomptés.

Un mois après sa prise de pouvoir, le président George W. Bush a ordonné des attaques aériennes contre cinq sites de réseau antiaérien et de communication de l'Irak, sans toutefois engager une offensive terrestre. Il a expliqué ces attaques par un message fort à l'endroit de la Chine qu'il a reproché de ne pas respecter l'embargo décidé par les Nations unies, en coopérant avec l'Irak dans le domaine de communication (fibre optique). Puis, lors de son discours sur l'état de l'Union de 2002, George W. Bush utilisa l'expression « axe du Mal » pour désigner des pays accusés de supporter le terrorisme dont l'Irak et dont les stratégies sur la sécurité et la défense prévoient une attaque préventive.

Enfin, avant le début des hostilités du 20 mars 2003, des avions américains ont encore fait des bombardements sporadiques en Irak.

### 1.3.2) Succès de la guerre d'Afghanistan.

La guerre d'Afghanistan était déclenchée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Les raisons évoquées pour la justifier sont :

- a) le démantèlement du réseau terroriste Al-Qaïda qui a commandité ces attentats meurtriers et les actions terroristes dans le monde et la neutralisation d'Oussama Ben Laden et de ses lieutenants, chefs de ce réseau terroriste ;
- b) la destruction du sanctuaire des terroristes en Afghanistan ;
- c) la destitution du régime taliban qui a refusé de livrer Ben Laden, lui donne un refuge et lui apporte du soutien ;

Cette guerre a obtenu des succès sur les plans diplomatique, militaire et politique. D'abord, sur le plan diplomatique, aucun Etat ne s'y est opposé. En particulier, les membres de l'OTAN ont

---

<sup>10</sup> Thomas E. Ricks, Fiasco The american military adventure in Iraq, 2006 page 17;

invoqué l'article 5 du Traité de Washington portant sur le droit de légitime défense individuelle et collective, pour s'engager totalement à leur tour à la guerre aux côtés des Etats-Unis.

Sur le plan militaire, les succès obtenus se traduisent par des pertes moindres du côté de la coalition internationale, la déroute des combattants talibans, la destitution du régime taliban et la mort ou la fuite des chefs terroristes qui ont dû chercher d'autres refuges dans les montagnes.

Le succès politique est marqué par l'inexistence d'une opposition à la guerre et par le soutien de la majorité de l'opinion publique et de la classe politique américaine à la décision de l'administration américaine.

### 1.3.3) Tendances géopolitiques.

Avant la guerre d'Irak, les tendances géopolitiques sont essentiellement :

- a) le succès de la guerre d'Afghanistan évoqué précédemment ;
- b) l'échec de l'ONU comme institution de sécurité du fait que le Conseil de sécurité ne dispose pas d'une force à sa disposition pour rendre crédible une résolution qu'elle a prise, notamment celle prescrivant le recours à la force. Elle se trouve alors dans l'obligation d'en mandater l'exécution à des organisations militaires ou régionales avec les conséquences qui en découlent (possible retrait d'une force faisant partie de la coalition internationale pour diverses raisons, exploitation à des fins propres à eux par certains Etats etc.).
- c) après la chute du mur de Berlin, l'émergence de l'OTAN dominée par les Etats-Unis et de l'Union européenne où cet Etat dispose de quelques alliés inconditionnels. Ces deux organisations, disposant d'une grande capacité militaire, crédible et projetable rapidement, sont devenues les références en matière de défense pour le Conseil de sécurité des Nations unies.
- d) les menaces accrues de prolifération d'armes de destruction massive et de missiles balistiques qui pourraient être utilisés par des groupes terroristes ou par des Etats voyous.
- e) les défis émanant de certains Etats susceptibles de menacer la sécurité internationale.
- f) de plus en plus d'accès à de véritables capacités militaires par des organisations non étatiques affiliées au terrorisme international et soutenues par certains Etats.

### 1.3.4) Conflits diplomatiques à l'ONU.

La guerre en Irak envisagée par les Etats-Unis devait faire suite à la résolution 1441 du 08 novembre 2002, votée à la demande des Américains et des Britanniques. Cette résolution consiste en une mission de l'ONU en Irak qui avait en charge le désarmement de ce pays. Selon les Etats-Unis, l'exécution de cette mission rencontre des difficultés à cause de la mauvaise volonté de Saddam Hussein. Ils ont alors demandé le recours à la force contre l'Irak pour y

remédier mais n'ont pas été soutenus dans leur intention au Conseil de sécurité des Nations unies. Deux tendances y ont existé en conséquence :

a) d'un côté, il y a les partisans de la paix. Ce sont la France et la Russie qui ont menacé d'utiliser leur droit de veto pour empêcher une guerre en Irak et puis la Chine et l'Allemagne. Ils estiment que tous les moyens pacifiques n'ont pas encore été exploités et qu'il faut donner encore du temps à la mission des inspecteurs pour finir leur mission.

b) d'un autre côté, les États-Unis et le Royaume-Uni sont convaincus que seule une intervention militaire peut amener l'Irak à se conformer aux résolutions des Nations unies. Ils soutiennent que les solutions diplomatiques sont épuisées, l'Irak faisant preuve de mauvaise volonté manifeste en arrivant à semer le doute sur la menace qu'il peut représenter en matière d'armes de destruction massive après 12 ans d'inspections et de nombreuses résolutions de l'ONU.

#### 1.3.5) Détermination de l'administration américaine d'attaquer l'Irak

En plus des conflits diplomatiques à l'ONU, les États-Unis n'auraient dû attaquer l'Irak :

a) la demande de Monsieur Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, au président George W. Bush, de n'agir contre l'Irak, que « dans le cadre d'institutions multilatérales » ;

b) les concessions faites par Saddam Hussein qui a autorisé des experts internationaux en énergie atomique de faire des vérifications et des contrôles sur l'existence de développement d'arme nucléaire ou de destruction massive dans son pays ;

c) la déclaration de Hans Blix, chef de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies et de Mohamed ElBaradei, chef de l'AIEA<sup>11</sup>, devant le conseil de sécurité des Nations unies sur l'inexistence de preuve concrète concernant l'existence d'armes de destruction massive en Irak ;

d) les manifestations publiques dans de nombreux pays pour s'opposer à une intervention militaire en Irak. L'opposition à la guerre était particulièrement intense en Europe, 70 à 90% de la population étant contre la guerre selon les sondages effectués. A Londres, à Barcelone et à Madrid où les deux gouvernements britannique et espagnol allaient décider de fournir des troupes pour former la coalition internationale, des manifestations publiques de grande envergure pour s'y opposer se sont produites.

e) la déclaration du gouvernement britannique sur le manque de crédibilité du dossier décrivant en détail « les activités de dissimulation irakienne » qu'il a remis à son

---

<sup>11</sup> Agence Internationale de l'énergie atomique

homologue américain et qui a été pris en référence par Colin Powell pour justifier la nécessité d'une intervention militaire en Irak.

Cependant, les Etats-Unis ont pris la décision d'attaquer l'Irak. Ils n'ont pas attendu l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies craignant une forte probabilité d'un refus de la majorité du Conseil de sécurité de suivre leur proposition. Elle a aussi misé sur le fait que comme lors de la guerre du Kosovo, illégale aussi à ses débuts en 1999, cette guerre pourrait être légalisée à posteriori et de facto en cas de succès par des résolutions qui font suite à la guerre et qui se rapporte à l'organisation de l'occupation du pays.

Enfin, ils ont été réconfortés par les succès de la guerre d'Afghanistan et ont pensé écraser rapidement leurs ennemis et aussi par les soutiens qu'ils ont bénéficiés de quelques pays<sup>12</sup> et de la majorité de l'opinion publique et de la classe politique américaine.

Dès son déclenchement, Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies et l'ancien secrétaire général Boutros Boutros-Ghali ainsi que plusieurs gouvernements ont condamné la guerre en la qualifiant d'illégale.

De tout ce qui précède, il ressort que les Etats-Unis ont donc eu une ferme détermination d'attaquer l'Irak. Mais est-ce que cette guerre a vraiment des relations avec la guerre contre la terreur et quelles en sont les conséquences sur le terrorisme mondial ?

\*

\*

\*

## II. LA GUERRE D'IRAK ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Si l'intervention militaire en Irak avait permis d'obtenir les résultats escomptés, la guerre aurait pu être légalisée et légitimée parce qu'une victoire efface les erreurs, les maladresses et même les mensonges. Malheureusement, elle est loin d'être acquise, la situation en Irak s'empirant de jour en jour et les Etats-Unis se sont enlisés dans une crise où ils ont des difficultés pour sortir. Les questions sur l'existence effective de relations entre cette guerre et la lutte contre le terrorisme mondial ainsi que ses conséquences sur ce principal motif évoqué pour la justifier, deviennent alors d'actualité.

### 2.1) RAISONS DE LA DETERMINATION AMERICAINE D'ATTAQUER L'IRAK

En déclenchant la guerre sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies, l'administration américaine a dû évoquer des raisons officielles pour la justifier. Mais les observateurs s'accordent à reconnaître qu'il en existe d'autres, tellement sa détermination d'attaquer l'Irak, un

---

<sup>12</sup> CF annexe 3 du présent mémoire portant liste des pays qui ont formé la coalition internationale au début de la guerre.

Etat souverain a été très ferme. L'analyse de ces raisons permet de savoir leur fondement et les relations de la guerre avec le terrorisme.

#### 2.1.1) Raisons déclarées

Comme il a été dit auparavant, dès l'annonce de leur intention de déclencher une guerre en Irak, les Etats-Unis n'ont pas bénéficié d'un large soutien de la communauté internationale. En conséquence, ils devaient avancer des arguments convaincants pour justifier une intervention militaire. Ils ont alors évoqué ceux de la guerre d'Afghanistan qui leur ont permis d'avoir des succès. Ces arguments reposent sur la guerre contre la terreur et pour ce faire, George W. Bush s'est appuyé sur des renseignements contenus dans un rapport établi par les services secrets faisant état :

- a) d'un lien beaucoup plus direct entre le régime irakien et le terrorisme international ;
- b) de l'existence de preuve d'une association entre Al-Qaïda et l'Irak ;
- c) de la possession d'armes de destruction massive par l'Irak ;
- d) de l'intention de Saddam Hussein d'agresser ses voisins à l'aide d'armes de destruction massive.

D'autre part, les néoconservateurs américains ont déjà présenté la « stratégie de grand Moyen-Orient » dénommée aussi « doctrine Bush », comme une composante essentielle de la guerre contre le terrorisme. Cette stratégie estime que l'absence de perspectives démocratiques des pays du Golfe développe le terrorisme islamique et par conséquent, il faut promouvoir la liberté et la démocratie dans la région. Elle propose alors de destituer Saddam Hussein et son régime pour rétablir la démocratie en Irak et provoquer par la suite un effet de dominos dans les pays voisins. Les opposants à la guerre d'Irak ont jugé d'utopique cette stratégie. Ils l'ont fortement critiquée en soutenant qu'une démocratie ne peut pas être obtenue par les armes et imposée de force à une population. Cette dernière devrait y adhérer et s'engager à la soutenir pour la rendre durable et effective.

Les Etats-Unis considèrent l'Irak comme le front central de la guerre globale contre la terreur et qu'aider le peuple irakien est dans leur propre intérêt national. Ils soutiennent qu'en dominant l'Irak avec leurs partenaires, ils vont faire une Amérique plus en sécurité, plus forte et plus confiante en son avenir politiquement<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> National strategy for victory in Iraq, National security council, November 2005 pages 3 et 4.

La conquête de l'Irak rendrait l'Amérique plus en sécurité par :

a) la destitution d'un régime dictatorial qui constitue une force de déstabilisation de la région du fait qu'il développe des armes de destruction massive pour agresser des voisins, qu'il finance des actions terroristes et qu'il se montre le principal ennemi des Etats-Unis.

b) la privation d'un refuge sûr aux terroristes, un refuge qu'ils peuvent utiliser pour programmer et lancer des attaques contre le territoire et les intérêts des Etats-Unis.

c) un coup décisif donné à une idéologie qui alimente le terrorisme international, ceci en montrant que le pouvoir de la liberté est plus fort que celle de la vision perverse de la violence, de meurtre et d'oppression.

Cette conquête ferait aussi de l'Amérique plus forte :

a) en démontrant aux amis et aux ennemis, la fiabilité de sa puissance militaire, son profond attachement au respect de son engagement vis-à-vis de ses alliés et sa ferme détermination de combattre ses ennemis ;

b) en sécurisant les nouveaux alliés et partenaires dans la lutte contre le terrorisme au cœur du Moyen Orient.

Enfin, la conquête de l'Irak rendrait l'Amérique plus confiante en son avenir de point de vue :

a) politique, en soutenant ceux qui sont pour la réforme démocratique, c'est-à-dire ceux qui œuvrent pour la paix et l'instauration d'un gouvernement démocratique, dans une région qui est une source d'instabilité et où le processus démocratique est bloqué depuis des décennies.

b) économique, en facilitant une réforme progressive dans la région et en privant les terroristes du contrôle d'une pièce centrale de l'économie mondiale.

Mais, en plus de cette guerre contre la terreur, des raisons politiques et économiques ont amené les Etats-Unis à avoir cette ferme détermination d'attaquer l'Irak.

#### 2.1.2) Autres raisons de la guerre

##### a) Raisons économiques

Le pétrole est la première raison. Les six pays de la région du golfe Persique (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït et Emirats arabes unis) renferment dans leurs entrailles les deux tiers des réserves exploitables mondiales. Dans son livre<sup>14</sup>, Monsieur Aymeric CHAUPRADE spécifie que « *la Guerre du Golfe, une guerre pour le pétrole ... Sur la planète, le pétrole constitue 40% de l'offre mondiale d'énergie primaire et à lui seul, le Golfe assure 25% de cette offre ... Dès le début des années 1970, les Etats-Unis ont misé sur la hausse du prix du baril de pétrole, or en*

---

<sup>14</sup> Aymeric CHAUPRADE, Géopolitique constantes et changement dans l'histoire, Ellipses Edition Marketing S.A, 2007 page 707.

1972, la nationalisation par les Irakiens de l'Irak Petroleum Company dominée aux trois quarts par les Anglo-saxons, est inacceptable pour les Américains. Désormais, le pétrole irakien ne rapportera plus aux compagnies américaines, mais qui plus est, ajouté à celui des nouveaux producteurs qui arrivent sur le marché, il va contribuer à faire chuter le prix du baril en augmentant l'offre ».

Ainsi, la guerre d'Irak permet aux Etats-Unis d'écarter l'Irak du marché pétrolier et à terme d'avoir la mainmise sur ses ressources pétrolières. Les liens entre les néoconservateurs au pouvoir à Washington et des entreprises d'exploitation pétrolière, notamment le Groupe Carlyle, Enron, Halliburton Energy Services<sup>15</sup> que Dick Cheney a présidé et Unocal dont Hamid Karzai<sup>16</sup> fut l'un des conseillers, confirment cette thèse. Par ailleurs, l'occupation de l'Irak permet d'écarter aussi un Chef d'Etat qui développe une idéologie arabiste. Cette idéologie pourrait déboucher sur l'unité des arabes et la prise en main de leurs intérêts pétroliers, au détriment des grandes puissances dont les Etats-Unis.

Ensuite, la guerre d'Irak permet aux néoconservateurs au pouvoir à Washington, de développer leurs entreprises sous-traitantes de l'armée dont Halliburton. Ces liens entre le Pentagone et les industriels en armement sont de longue date et Monsieur Coutau Bégarie en parle dans son livre<sup>17</sup>. D'autre part, cette guerre est aussi une occasion pour les États-Unis et leurs alliés de tester des nouvelles méthodes de guerre urbaine, utilisant les technologies de l'information les plus récentes et de nouveaux concepts de travail en réseau.

Enfin, la décision de l'Irak de ne plus faire valoir son pétrole contre des devises en dollars mais en euros, peut être considérée comme une raison économique de la guerre d'Irak, même si elle n'a pas eu des impacts palpables.

#### b) *Raisons géopolitiques et géostratégiques*

Les Etats-Unis veulent être la seule puissance inégalée de la planète. A l'heure actuelle, à cause de ses croissances démographique et économique considérables, ils considèrent que la Chine est une puissance émergente de nature à menacer leur hégémonie mondiale. Cependant, ils estiment que le développement de ce pays est compromis par sa faiblesse énergétique et qu'il pourrait être vulnérable par la soif de démocratie et de liberté de son peuple. De ce fait, les Etats-Unis adoptent une stratégie d'endiguement à son encontre en essayant de contrôler les gisements pétroliers et en encourageant l'évolution démocratique de ses voisins (Mongolie, Kirghizie etc.). Toujours dans son livre, Monsieur Aymeric CHAUPRADE dit que « *la stratégie globale des*

---

<sup>15</sup> Au mois de mars 2007, Halliburton Energy Services a déclaré que son siège au Texas va être déménagé à Doubaï aux Emirats Arabes Unis

<sup>16</sup> Hamid Karzai, Afghan pashtoune soutenu par les Etats-Unis, élu président de l'Afghanistan au suffrage universel en 2004.

<sup>17</sup> Hervé Coutau Bégarie, Traité de stratégie, Economica, 2006 ; pages 514 et 515.

*Américains contre les Chinois pourrait se décomposer suivant quatre objectifs principaux : contrôler le besoin en énergie de l'adversaire, l'encercler par un réseau d'alliances, neutraliser sa capacité de menace nucléaire et affaiblir sa géopolitique et son unité politique intérieures.<sup>18</sup> »*

Par ailleurs, une occupation de l'Irak va donner une opportunité aux Etats-Unis de s'attaquer à l'Iran. Cette attaque entre dans leur « stratégie de Grand Moyen-Orient » d'autant plus que ce pays se montre être leur principal ennemi, constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales et ne reconnaît pas l'existence de l'Etat d'Israël, leur protégé. L'Iran entretient aussi de très bonnes relations avec la Chine et lui sert de réserve de pétrole, à la grande inquiétude des Etats-Unis.

Enfin, les Etats-Unis estiment que l'affaiblissement de l'idéologie arabiste véhiculée par Saddam Hussein, renforce la sécurité de l'Israël qui est l'ennemi traditionnel des arabes.

Ainsi, la guerre suivie d'une occupation et de l'installation d'un régime pro-américain en Irak, entre dans la stratégie géopolitique et géostratégique d'endiguement de la Chine et aussi dans celle de défense des Etats-Unis et de leurs alliés.

## 2.2) LES RAISONS DECLAREES ET LE TERRORISME

La guerre contre la terreur est donc la principale raison évoquée par Etats-Unis pour justifier l'attaque de l'Irak, sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies. Le 16 mars 2006, George W. Bush a encore martelé que « *le régime de Saddam Hussein tyrannise son peuple, terrorise sa région, défie la communauté internationale, développe et utilise des armes de destruction massive* »<sup>19</sup>.

Il en ressort que les Etats-Unis veulent convaincre la communauté internationale de l'existence d'une relation apparente entre la guerre d'Irak et la guerre contre la terreur. Mais est-ce vraiment le cas ? L'analyse des reproches faits à Saddam Hussein et à son régime permet de répondre à cette question.

Pour ce faire, il faut déterminer si Saddam Hussein peut être qualifié de terroriste ; s'il soutient Al-Qaïda, si l'Irak détient des armes de destruction massive et constitue une menace pour les pays voisins comme le lui reproche l'administration américaine.

### 2.2.1) Saddam Hussein et les différents types de terrorisme

#### a) Saddam Hussein et le Terrorisme individuel ou d'Etat.

La principale inculpation de Saddam Hussein qui a abouti à sa condamnation à mort par pendaison est le massacre de 148 villageois chiites qui s'est produit en représailles à un attentat à sa vie, lors de son passage à Kirkuk, un village chiite. Cependant, ce massacre ou tout autre qu'il

---

<sup>18</sup> Aymeric CHAUPRADE, Géopolitique constantes et changement dans l'histoire, Ellipses Edition Marketing S.A, 2007 page 715.

<sup>19</sup> Lettre d'introduction de la Stratégie de sécurité nationale 2006.

aurait commandité dans son pays, ne peut pas être qualifié de terrorisme individuel. En effet, à cette époque, il était le détenteur du pouvoir et de l'autorité et non les chiites victimes du massacre. Les actes commis n'ont pas aussi eu des conséquences ni sur la sécurité internationale, ni dans la région.

Il pourrait lui être reproché de terrorisme d'Etat. Mais ayant été commis par une force régulière, les actes s'apparentent plutôt à un génocide qu'à un terrorisme d'Etat. Cette thèse est confirmée par le chef d'inculpation contre Saddam Hussein lors de son procès qui est le crime contre l'humanité.

b) Saddam Hussein et le Terrorisme organisé.

Durant son régime, les membres du parti Bass de SADDAM Hussein sont reprochés d'avoir terrorisé les adversaires politiques du régime. Ces actes ne pourraient pas être qualifiés de terrorisme organisé, les auteurs ayant agi au nom du gouvernement. Même George Bush ne les a pas qualifiés de terrorisme mais de tyrannie envers le peuple irakien.

Ils pourraient être qualifiés de terrorisme d'Etat s'ils ont été commis par des milices et non par des forces régulières. Or, lors de son procès, les poursuites judiciaires à l'encontre de SADDAM Hussein consistent en des actes commis par des détenteurs du pouvoir public et par des forces régulières envers son peuple. Il ne lui a pas été reproché d'avoir eu une relation avec les terroristes comme tel a été le cas du colonel Kadhafi dans l'attentat de l'avion DC 10 de l'UTA au mois de décembre 1998 qui a causé 270 morts.

c) Saddam Hussein et le terrorisme économique.

Bien qu'ayant éprouvé une haine contre les Etats-Unis, aucun acte commis par SADDAM Hussein ne peut être qualifié de terrorisme économique. Sa décision de ne faire valoir le pétrole de son pays qu'en euros, ne peut pas en faire partie.

d) Saddam Hussein et le terrorisme religieux.

Le régime de Saddam Hussein était parmi les rares régimes non islamistes de la région. Il ne s'est pas reposé sur la religion et a été considéré comme laïc. De ce fait, Saddam Hussein ne peut pas être qualifié de terroriste religieux.

De tout ce qui précède, Saddam Hussein en tant que homme ne peut pas être qualifié de terroriste et lors de son procès, aucune allusion y afférente n'a été faite. Il lui est seulement reproché d'être un dictateur qui a commis un crime contre l'humanité.

2.2.2) Le régime irakien et le terrorisme mondial.

En se basant sur un rapport des services secrets américains, George W. Bush a accusé le régime irakien sous Saddam Hussein d'avoir un lien direct avec le terrorisme international incarné par Al-Qaïda. Il est attribué à ce réseau terroriste, des attentats contre les Etats-Unis et leurs intérêts,

entre autres l'attentat contre le navire militaire USS Cole du 12 octobre 2000 qui a causé la mort de 17 marins au port d'Aden en Yémen, des attentats contre les ambassades des États-Unis à Dar-es-Salam Tanzanie et à Nairobi Kenya le 7 août 1998 qui ont fait plus de 200 morts et un millier de blessés et ceux du 11 septembre 2001 aux États-Unis dont les victimes sont près de 3000.

Cependant, cette accusation n'a pas pu être confirmée par la suite. En effet, après l'invasion de l'Irak et devant l'absence d'éléments probants, le gouvernement américain a progressivement reconnu que les allégations y afférentes étaient inexactes. C'est ainsi que le vendredi 11 juillet 2003, George W. Bush, en visite en Ouganda, ne nie plus que de fausses informations aient pu être utilisées pour « mieux vendre » la guerre en Irak. Mais il en rejette la responsabilité au directeur de la CIA. De même, le 05 octobre 2004, le secrétaire d'Etat à la Défense Donald Rumsfeld a officiellement reconnu ne posséder aucune preuve de l'existence de ce lien entre l'Irak et l'Al-Qaïda et impute la responsabilité de ce changement de position sur le manque de fiabilité des renseignements fournis par la CIA.

Enfin, lors de son procès devant une cour martiale qui a débuté le 05 février 2007, le lieutenant Ehren Watada<sup>20</sup> a clamé cette inexistence de relation entre Saddam Hussein et l'Al-Qaïda sans avoir été démenti par l'administration américaine.

Il en découle que la guerre de l'Irak n'a pas une relation directe avec la guerre contre le terrorisme mondial, comme il a été annoncé au début des hostilités. Cependant, il faut noter qu'après l'occupation de l'Irak par les forces de coalition internationales, des insurgés sunnites qui ont soutenu Saddam Hussein quand il était au pouvoir, se sont alliés à Al-Qaïda. Ils l'ont clairement laissé entendre au début du mois de décembre 2006 quand ils ont donné un ultimatum de trois jours aux étudiants, enseignants et employés administratifs pour cesser de se rendre dans les universités.

Leur alliance avec Al-Qaïda résulte plus d'un lien confessionnel en l'islam et de leur haine contre les Américains que du soutien au régime de Saddam Hussein.

### 2.2.3) L'Irak et les armes de destruction massive.

Dès le début de l'occupation de l'Irak, les Américains ont tout fait pour retrouver des sites de recherche ou de développement d'armes de destruction massive en Irak mais en vain. Au mois d'octobre 2004, les membres du Groupe d'inspection de l'Irak ou « Irak Survey Group » dirigés par Charles Duelfer, chargé par le gouvernement américain d'en trouver, ont présenté leurs conclusions dans un rapport de 101 pages en ces termes « *il n'y a plus aucune arme chimique*

---

<sup>20</sup> Le lieutenant Ehren Watada de l'US NAVY, 28 ans, est traduit devant une cour martiale militaire pour avoir refusé d'être envoyé en Irak avec sa brigade en juin 2006.

depuis 1991 en Irak, Saddam Hussein les ayant tous détruites au début des années 90, ni aucun programme en cours en vue d'en obtenir de nouvelles. Seules ont été collectées dans tout le pays, 500 munitions abandonnées ou oubliées et dans un état dégradé, datant de la guerre Iran-Irak ... Il n'y a aucune preuve d'un effort de l'Irak d'acheter ou de se procurer de l'uranium à l'étranger ... ».

#### 2.2.4) L'intention de Saddam Hussein d'agresser ses voisins.

Après la guerre du Golfe, l'Irak a été fortement affaibli par les conséquences de la première guerre du Golfe et aussi par les embargos militaire et économique à son encontre. Il n'a donc plus eu les moyens de développer son potentiel militaire. Le livre COBRA II<sup>21</sup> rapporte que « parmi les pays désignés par George W. Bush faire partie des axes du mal, l'Irak est le moins avancé en matière de programme d'armement ... ». Et comme l'Irak ne dispose pas d'armes de destruction massive comme il a été dit plutôt, il ne peut pas constituer une menace capable d'agresser ses voisins bien qu'il l'ait fait avec le Koweït auparavant.

Ainsi, les arguments avancés pour justifier la guerre n'ont pas été fondés. Si la guerre avait eu des succès et atteint les objectifs escomptés, peu de polémiques en auraient découlé, d'autant plus que pour des raisons humanitaires, nombreux sont ceux qui en veulent à Saddam Hussein à cause de son régime dictatorial et des représailles assimilées à des génocides qu'il a fait commettre à une partie de son peuple. Mais avec l'enlèvement des militaires américains en Irak, tout est remis en cause et l'échec a eu des conséquences sur le terrorisme mondial qui a été maintes fois évoqué pour justifier la guerre.

\*

\*

\*

### III. CONSEQUENCES DE LA GUERRE D'IRAK

#### 3.1) CONSTATS

##### 3.1.1) Succès militaires au début

Les Américains ont baptisé la guerre d'Irak « Operation Iraqi Freedom » ou « opération pour la libération de l'Irak ». Sous le commandement de l'« United States Central Command » ou CENTCOM<sup>22</sup>, la première frappe du 20 mars 2003 à 05 heures 30, heure locale en Irak, a marqué le début des hostilités. Elle a été effectuée par 36 avions Tomahawks et deux avions F-117. Rien que dans la nuit du 21 au 22 mars 2003, une des nuits de bombardement les plus

---

<sup>21</sup> Michael R. Gordon and General Bernard E. Trainor, COBRA II, The inside story of invasion and occupation of Iraq, 2006, page 131.

<sup>22</sup> CF annexe 4 du présent mémoire portant les pays qui relèvent de la responsabilité du commandement régional CENTCOM. Son organisation, son fonctionnement et ses rôles dans la guerre d'Irak, faisant l'objet d'un mémoire d'un autre stagiaire, ne seront pas développés dans le présent mémoire.

intenses de l'Histoire, environ 800 missiles de croisière et 1000 armes air-sol guidées se sont abattus sur 1500 objectifs situés surtout près de Bagdad.

Lors de l'attaque, la stratégie des forces de coalition internationales était ce qui est appelé « Shock and Awe » ou « Choc et effroi » pour dominer l'ennemi par une victoire rapide et écrasante prévue par la Stratégie nationale militaire des Etats-Unis. Elle consiste en des bombardements ciblés et répétés de la capitale, des autres villes importantes et des systèmes de défense irakiens, au moyen d'armements très puissants et précis. Les bâtiments les plus bombardés étaient les édifices du parti Baas ainsi que les installations militaires et de communications irakiens. Les effets à produire étaient de :

a) décapiter le régime irakien en bombardant un lieu où Saddam Hussein et ses conseillers devaient se réunir. Des officiels Irakiens ont péri mais Saddam Hussein n'était pas sur place. D'autres tentatives de l'éliminer au cours d'une opération militaire ont toujours échoué.

b) causer un choc et engendrer de la peur dans l'armée et la population jusqu'à les terroriser pour les amener à se rendre plus facilement, provoquer des désertions massives au sein de l'armée irakienne ou un soulèvement de la population.

Parallèlement aux bombardements, une invasion terrestre a été opérée. Trois divisions de l'US Army, une de l'US Marine Corps et une division blindée de la British Army comptant 145 000 hommes<sup>23</sup> de troupe et des milliers de blindés stationnés au Koweït sont entrés sur le territoire irakien, essentiellement par la frontière sud. Ces troupes se sont affrontées avec les 17 divisions de l'armée Irakienne et les diverses milices comme les fédâyins de Saddam.

Après environ trois semaines de combat, l'armée américaine est arrivée à entrer dans Bagdad. Les dernières poches de résistance irakienne sont ensuite neutralisées et le régime de Saddam Hussein est totalement tombé. Des hauts dignitaires du régime irakien sont soit décédés, soit capturés, soit en fuite. En particulier, les deux fils de Saddam Hussein, Udaï et Qusaï, ont été tués le 22 juillet 2003 et Saddam Hussein a été capturé dans une cave à Tikrit, la nuit du 13 au 14 décembre 2003, avec l'aide des Kurdes.

Au mois d'avril 2003, soit un mois après le début des hostilités, le général Tommy Franks, commandant du CENTCOM s'est félicité des succès militaires obtenus. Puis, le 1er mai 2003, sur le porte-avions nucléaire USS Abraham Lincoln, George W. Bush a annoncé la fin de la guerre en Irak sous la bannière de mission accomplie. Cependant, si les États-Unis et de leurs alliés ont réussi à vaincre les militaires de Saddam Hussein dans le cadre de la guerre conventionnelle par la puissance de feu, l'après-guerre avec ses actes de guérilla et de terrorisme illustre des difficultés qu'une armée conventionnelle rencontre dans une guerre asymétrique. Et

---

<sup>23</sup> Thomas E. Ricks FIASCO The American military adventure in Iraq 2006 page 119.

plus tard, la situation s'est empirée de jour en jour comme pour confirmer ce qu'a dit Sun Tzu<sup>24</sup> « *gagner une victoire est facile, mais préserver ses acquis est difficile* ».

### 3.1.2) Enlèvement des militaires américains en Irak

Un peu moins de quatre ans après l'annonce de la fin de la guerre par George W. Bush, quelques mois après la mort par pendaison de Saddam Hussein, la situation est loin d'être maîtrisée en Irak. Plus d'une trentaine d'Irakiens y meurent en moyenne par jour à la suite des attentats terroristes. Et rien que la journée du jeudi 23 novembre 2006, à Sadr City, l'immense quartier populaire chiite de la capitale irakienne Bagdad, des attentats au moyen de véhicules bourrés d'explosifs ont causé plus de 152 morts et de 236 blessés. Du côté des forces de la coalition, en moyenne, plus de deux d'entre eux y meurent chaque jour et chez les Américains, le nombre de soldats décédés a déjà dépassé celui des victimes des attentats du 11 septembre 2001<sup>25</sup>, depuis le début de l'année 2007.

En Irak, tout le monde sait maintenant que la paix et la stabilité sont devenues des mirages. L'administration américaine cherche vainement une porte de sortie honorable du borbier irakien jusqu'à consentir à s'asseoir autour d'une même table avec des Etats qualifiés de faire partie de l'Axe du mal. Les modalités de retrait des troupes engendrent beaucoup de polémiques.

Le remplacement de Donald Rumsfeld qui a fait toutes les guerres de George W. Bush par Robert Gates du poste de secrétaire à la défense, est la preuve manifeste de cet échec de l'intervention militaire américaine en Irak. Et après avoir pris fonction, le 5 décembre, ce dernier a déclaré lors d'une conférence de presse que « *Les Etats-Unis ne sont pas en train de gagner la guerre en Irak.* »

En plus de l'échec militaire, la guerre en Irak connaît aussi d'autres échecs à savoir politique et diplomatique.

### 3.1.3) Autres échecs de la guerre d'Irak

#### a) Politique

L'échec politique de la guerre en Irak se manifeste par le nombre croissant des oppositions et des critiques à cette guerre et par les résultats des élections qui se sont déroulées aux Etats-Unis, au mois de novembre 2006.

Des militaires, des politiciens et des simples civils qui ont soutenu auparavant la guerre au début des conflits critiquent ou s'opposent ouvertement à sa continuation. Ainsi, des soldats et des membres de leurs familles font des déclarations à la presse pour dénoncer la stratégie et la conduite de la guerre en Irak. Des militaires américains sont traduits devant une cour martiale

---

<sup>24</sup> Sun Tzu était un général chinois penseur militaire qui écrivait au V<sup>ème</sup> siècle avant J.C

<sup>25</sup> CF annexe 1 présent mémoire portant statistiques des décédés de la guerre d'Irak du 20 mars 2003 au 14 décembre 2006

pour avoir refusé d'y être envoyés. D'autres préfèrent désertier à l'étranger pour ne pas faire une guerre qu'ils considèrent illégitime. Tel est le cas lieutenant Ehren Watada de l'US qui est traduit devant une cour martiale pour avoir refusé d'être envoyé en Irak avec sa brigade au mois de juin 2006. Une manifestation publique pour le soutenir s'est formée lors de son procès au mois de janvier 2007. Il est rapporté à la télévision France 2 au mois de février 2007, que des soldats américains ont rédigé une lettre de pétition pour demander leur départ d'Irak et certains y ont fait des témoignages y afférents, même si ce geste est taxé de manque de bravoure et de patriotisme aux Etats-Unis. La soirée du 10 mars 2007, la télévision France 2 a aussi rapporté que plus de 250 militaires, convaincus que la guerre d'Irak est illégitime, ont déserté à l'étranger pour ne pas y être envoyés. Les soldats Brian Hughey et Christina Kjar, déserteurs réfugiés au Canada, y ont fait des témoignages.

Ensuite, lors des élections du mois de novembre 2006, le parti démocrate a pris le contrôle des deux chambres du Congrès américain au détriment du parti républicain de George W. Bush. Ce fut seulement en 1974 que le parti démocrate a pu gagner autant de sièges en une seule élection si bien que George W. Bush a commenté les résultats d'une "raclée" infligée à son parti. Des observateurs ont fait état que cette défaite est avant tout un rejet de la politique de George W. Bush en Irak et une réaction à la guerre dans ce pays<sup>26</sup>. Au mois de février, le congrès a voté une résolution s'opposant à l'envoi de nouveaux militaires américains en Irak, préconisé par George W. Bush.

D'autres critiques à l'endroit de l'administration américaine se sont produites. D'abord, de nombreux gouvernements et organisations non gouvernementales dont l'Amnesty International dénoncent le traitement des présumés terroristes. Leur incarcération à la prison de Guantanamo<sup>27</sup> ou dans d'autres sites noirs ou « black sites » hors du territoire des Etats-Unis, est avéré contraire au droit international public. La détention sans limite y est aussi hors de tout cadre juridique national ou international et il en est de même pour les procédures d'instruction et de jugement incontrôlées ainsi que la pratique de tortures.

Par ailleurs, les militaires américains en intervention ou ceux qui font partie des autres forces de coalition internationales commettent des infractions de droit commun à l'endroit des irakiens (viols, meurtre de sang froid etc.). Certes, des sanctions sont prises mais le mal est fait, d'autant plus que certains de ceux qui y sont impliqués sont reconnus être des repris de justice engagés dans l'armée américaine pour soi-disant leur donner une seconde chance de se rattraper dans la vie.

---

<sup>26</sup> Journal Le Monde du 09 novembre 2006

<sup>27</sup> Le camp militaire de Guantanamo situé sur l'île de Cuba, est transformé en prison pour les étrangers présumés terroristes d'Al-Qaïda, depuis la campagne d'Afghanistan.

Enfin, des critiques sur les dépenses engagées dans la guerre d'Irak commencent à être enregistrées aussi aux Etats-Unis si bien que le nouveau congrès a de fortes chances de rejeter le budget proposé par l'administration Bush.

b) Diplomatique

D'abord, les Etats-Unis n'ont pas pu avoir une légalisation à posteriori et de facto de la guerre d'Irak par l'ONU comme ils ont espéré, après l'avoir déclenchée sans l'aval du Conseil de Sécurité des Nations unies. C'est ainsi qu'au mois de juillet 2003, la demande de George W. Bush aux Nations unies de s'impliquer dans la recherche des armes de destruction massive en Irak, est restée vaine.

Ensuite, la guerre d'Irak bénéficie de moins en moins de soutien diplomatique sur le plan international. Sur les 47 pays de la coalition annoncés par la Maison Blanche à son début, il ne reste plus que sept Etats en octobre 2006<sup>28</sup>, la plupart ayant retiré leurs troupes d'Irak. Certains l'ont fait à cause des chantages des terroristes qui ont pris en otage leurs ressortissants en échange d'un retrait de leurs troupes sur le territoire irakien, à l'instar du Japon. D'autres ont retiré les leurs à cause d'une pression de l'opinion publique de leur pays ou après un vote de sanction contre le gouvernement qui a pris la décision de les envoyer en Irak. Tel est le cas de l'Espagne où en plus des manifestations publiques de protestation contre l'envoi de troupes dans deux villes (Barcelone et Madrid), le 11 mars 2004, quelques jours avant les élections législatives, quatre vagues d'attentats simultanés, attribués à Al-Qaïda, se sont produits à Madrid. Ces attentats ont causé 191 morts et la majorité au pouvoir a totalement perdu les élections législatives qui ont été tenues.

Même des pays très dépendants militairement des Etats-Unis comme le Japon et la Corée du sud ont retiré leurs troupes de l'Irak. Et au début du mois de mars 2007, le premier ministre Tony Blair, allié indéfectible des Etats-Unis a annoncé le retrait de 1400 militaires britanniques de l'Irak avant la fin de l'année 2007. Cette décision fait suite à une pression de l'opinion publique et aussi au programme de son pressenti successeur de procéder au retrait progressif des troupes britanniques de l'Irak.

Ainsi, les Etats-Unis se trouvent de plus en plus isolés dans cette guerre en Irak.

---

<sup>28</sup> En 2006, outre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, les seuls pays à ne pas avoir annoncé le retrait de leurs troupes sont la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie et la Roumanie, tous candidats à l'entrée dans l'OTAN, et la Mongolie.

### 3.2) CONSEQUENCES DE LA GUERRE D'IRAK SUR LE TERRORISME

#### 3.2.1) Impacts positifs

##### a) Diminution des Etats favorables au terrorisme

Il faut reconnaître que les guerres d'Afghanistan et d'Irak ont diminué le nombre d'Etats qui soutiennent ouvertement les terroristes. Ceci vient du fait que les interventions militaires des forces de coalition internationales sont tellement puissantes qu'aucune force régulière des pays attaqués n'y a résisté dans le cadre de la guerre conventionnelle. Par crainte de cette puissance militaire qui est alors devenue un moyen de dissuasion, chaque Etat prend ses distances vis-à-vis des organisations terroristes.

##### b) Déstabilisation et affaiblissement des réseaux terroristes

A la suite de la presque inexistence d'Etats qui les soutiennent, les terroristes sont obligés de changer d'organisation et de mode opératoire. Il en résulte une émergence d'une nouvelle forme de terrorisme mondial<sup>29</sup> qui est moins puissante en matière de capacité militaire. Les terroristes sont contraints à se terrer et à chercher d'autres refuges, généralement dans des régions non contrôlées par un Etat. Bénéficiant de moins en moins d'appuis, leur capacité de nuisance diminue tout en restant dangereuse pour la paix et la sécurité mondiales.

##### c) Premier pas vers la démocratie

Depuis plus de 50 ans, c'est seulement après l'invasion de l'Irak par les forces de coalition internationales dirigées par les Américains que des élections libres ont pu se tenir dans ce pays, au mois de janvier 2005. La population irakienne a alors pu jouir de son droit de vote reconnu universellement bien que les circonstances ne lui aient pas permis d'en profiter pleinement.

##### d) Destitution d'un régime dictatorial

Le régime de Saddam Hussein a eu la réputation de tyranniser son peuple dont notamment les Kurdes et les chiites. La plupart des pays soucieux du respect de la liberté et de la démocratie ont vainement souhaité sa destitution. Mais Saddam Hussein a toujours pu se maintenir au pouvoir. Il a fallu cette intervention militaire pour le destituer et le présenter à la justice à cause des crimes qui lui sont reprochés.

#### 3.2.2) Impacts négatifs

Malgré les impacts positifs découlant de la guerre d'Irak, l'enlèvement des militaires américains a engendré des impacts négatifs sur la lutte contre le terrorisme mondial.

##### a) Perte du pouvoir de dissuasion des Etats-Unis

Jusqu'à l'enlèvement des militaires américains en Irak, il a été toujours cru que les Etats-Unis, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, disposent d'une armée qui peut

---

<sup>29</sup> CF première partie, paragraphe 1.1.2

écraser rapidement toute résistance. Le Conseil de sécurité des Nations unies a trouvé en elle, une armée moderne capable d'être projetée rapidement sur n'importe quel point du globe, pour rendre crédibles ses résolutions en attendant la mise en place d'une force militaire de l'ONU. Or, l'échec des Etats-Unis en Irak montre que la première puissance militaire mondiale a ses faiblesses et peut être tenue en échec.

Cette perte de pouvoir de dissuasion de l'armée des Etats-Unis a aggravé l'insécurité dans le monde, aucune force ne pouvant plus vraiment faire peur. C'est ainsi que certains Etats dits préoccupants pour la communauté internationale et qui présentent des risques et menaces pour la paix mondiale comme l'Iran et la Corée du Nord, osent défier la communauté internationale. Ils ont compris qu'il est peu probable que le Congrès américain permette à George W. Bush de les attaquer dans les circonstances présentes ; que la parole américaine au Conseil de sécurité des Nations unies contre leur programme nucléaire n'a plus guère de poids parce qu'elle ne sera suivie d'aucun usage de la force. De même, certains groupes politiques ou religieux se montrent plus agressifs et plus violents, à l'exemple de menaces de représailles contre les catholiques et le Pape Benoît XVI après un discours faisant allusion aux relations entre l'Islam et les violences.

Par ailleurs, les dirigeants de l'Iran disposent d'un autre atout pour ne plus trop craindre la force américaine, à cause de leur influence considérable sur la communauté chiïte<sup>30</sup> en Irak. Les membres de cette communauté constituent 55% de la population irakienne et sont des ennemis traditionnels du régime de Saddam Hussein. Ils constituent donc un allié presque incontournable pour les Etats-Unis, les sunnites étant favorables à Saddam Hussein et les Kurdes trop minoritaires. Il en résulte que c'est plutôt l'Iran qui dispose d'une arme dissuasive déterminante sur les américains à cause de cette influence sur cette communauté.

b) *Perte de crédibilité des Etats-Unis*

En plus de l'enlèvement de leurs militaires en Irak, les Etats-Unis sont dénoncés par voie de médias d'avoir avancé des raisons non fondées pour attaquer l'Irak. Il en découle une suspicion sur leur honnêteté intellectuelle et sur leur ferme détermination à tout faire pour atteindre leur but. Il pourrait alors être conclu que pour des intérêts particuliers, les Etats-Unis n'hésitent pas à recourir à une intervention militaire, à faire fi de l'ONU, de la communauté internationale, de l'opinion publique, des droits internationaux et de la souveraineté d'un Etat. Cette suspicion pourrait attiser les rivalités entre les grandes puissances même entre des alliés, la voie étant désormais ouverte à la primauté des intérêts nationaux par rapport à toute autre considération. De même, les pays alliés pourraient ne plus être en confiance, les Etats-Unis pouvant les laisser

---

<sup>30</sup> Le parti politique chiïte le plus important en Irak « CSRII » ou Conseil Supérieur de la révolution islamique d'Irak a été fondé en Iran et sa milice a participé aux côtés de l'Iran dans la guerre Iran Irak (1980-1988)

tomber ou s'en prendre à eux au cas où leurs intérêts seraient touchés, malgré ce qui est dit dans la stratégie nationale pour la victoire en Irak.

Ces suspicions pourraient amener aussi certains alliés des Etats-Unis sur le territoire irakien et dans la région du Golfe, à demander la fin de leur occupation de l'Irak. C'est ainsi que le 25 juillet 2003, à Najaf, Sayyed Moqtada Al-Sadr, dignitaire chiite considéré comme influent, a demandé le retrait des forces qu'il a qualifiées d'occupation devant une foule de 100.000 fidèles. De même, le 15 février 2004, des pays voisins de l'Irak réunis au Koweït (Syrie, Iran, Koweït, Arabie Saoudite, Jordanie, Egypte et Turquie) ont demandé solennellement le retrait des forces de coalition internationales de l'Irak. Ils les ont qualifiées de forces d'occupation et ont demandé à l'ONU de faire rendre l'Irak aux Irakiens. Le 03 mars 2007, à son tour, la ligue arabe a demandé un plan de retrait des troupes étrangères en Irak.

La perte de crédibilité des Etats-Unis attise aussi la haine envers eux. Il en résulte des impacts négatifs à la lutte contre le terrorisme d'autres pays où l'intervention multinationale est pourtant cautionnée par l'ONU, comme l'Afghanistan. Le 04 mars 2007, à Marko Afghanistan, une riposte des forces de coalition internationales à une attaque contre leur patrouille, a provoqué la mort de 16 civils. Des milliers de manifestants afghans ont alors manifesté et ont scandé « mort à l'Amérique » pour dénoncer la mort de leurs compatriotes alors que ce ne sont pas seulement les Américains qui y composent les forces de coalition internationales.

c) Objectifs de la guerre contre la terreur non atteints

La plupart des objectifs des Etats-Unis dans la guerre contre la terreur ne sont pas atteints à la suite de l'enlèvement de leurs militaires en Irak.

D'abord, le réseau terroriste Al-Qaïda continue à présenter une menace dangereuse pour la paix et la sécurité mondiale. Il ne cesse d'idéologiser l'islam pour développer un terrorisme d'inspiration islamiste radicale. Il arrive à renforcer le nombre de ses fidèles et à toujours disposer d'individus prêts à commettre des attentats-suicides. Parmi ses fidèles, Al-Qaïda a aussi bien des chiïtes comme au Liban et des sunnites comme en Irak. Il continue à menacer les Etats-Unis et leurs alliés qui vivent tout le temps en alerte maximum contre le terrorisme.

Ensuite, la démocratie instaurée en Irak n'est qu'une illusion de démocratie. Certes des élections libres et démocratiques ont pu s'y tenir mais l'analyse des résultats obtenus fait ressortir que les citoyens irakiens n'ont pas voté pour un programme mais selon leurs affiliations ethniques et confessionnelles. Cette situation ne devrait pas surprendre dans la mesure où « *lorsque l'Etat est si faible et qu'il n'assure même plus la sécurité physique de ses citoyens, ces derniers se réfugient tout naturellement dans l'ethnie, la confession et le clan* »<sup>31</sup>.

---

<sup>31</sup> Article du journal Le Figaro du 12 avril 2006, rédigé par Renaud Girard, journaliste au service étranger.

D'autre part, la promotion de la justice, de la liberté et de la dignité humaine est loin d'être acquise en Irak. Comme il est déjà mentionné, les Etats-Unis eux-mêmes font l'objet de critiques des autres gouvernements et des organisations non gouvernementales dans ce domaine. Puis, le respect de la vie humaine est complètement perdu de vue en Irak aussi bien à cause des attentats suicides que lors d'une opération militaire menée par les forces de coalition internationales. Les dégâts collatéraux sont devenus des banalités et ne semblent plus choquer personne. Même, les circonstances de la pendaison de Saddam Hussein par une institution mise en place par la coalition internationale, ont été jugées contraires à l'éthique humaine.

L'insécurité grandissante en Irak, après son occupation par les Américains, constitue aussi un échec de la lutte contre le terrorisme. Au lendemain de la chute de Bagdad, George W. Bush a promis au monde entier que l'invasion américaine allait faire du Moyen Orient une région plus sûre. Or, le terrorisme et l'islamisme n'ont jamais connu une progression aussi exponentielle qu'actuellement. La situation en Irak est pire de jour en jour pour les populations civiles et aussi pour les éléments de forces de sécurité irakiennes et de la coalition internationale, à cause des attentats terroristes meurtriers journaliers.

Aux temps de Saddam Hussein, il y régnait une sécurité absolue dans les villes comme dans les campagnes. Même un occidental pouvait s'y promener seul partout, à toute heure, de jour comme de nuit. Les femmes n'avaient pas peur de sortir sans voile dans la rue et la minorité chrétienne irakienne n'a pas rencontré de problème pour pratiquer librement sa religion. Au mois de février 2003, lors d'une communion solennelle en plein centre de Bagdad, les cloches sont entendues sonner à toute volée et des familles sont vues se faire photographier sur le perron de l'église. Après son occupation par les troupes des forces de coalition internationales dirigées par les Etats-Unis, l'Irak est devenu le pays le plus dangereux de la planète à visiter pour un occidental. Les femmes musulmanes se conforment strictement aux règles dictées par les extrémistes par crainte de représailles ; la minorité chrétienne irakienne, pourtant la plus ancienne d'Orient, n'ose plus se manifester publiquement et la plupart ont émigré en masse dans des pays plus sûrs.

Cette insécurité affecte aussi la région et les autres pays voisins. Tel est le cas de l'Arabie Saoudite où il y est désormais fortement déconseillé aux occidentaux de se promener dans la rue et leur lieu de résidence y fait l'objet d'une mesure de sécurité spéciale plus que les camps militaires.

Par ailleurs, les violences interethniques et interconfessionnelles amènent l'Irak petit à petit vers une guerre civile. Les déchainements de ces violences par séries d'attentats s'apparentent de plus en plus à une épuration ethnique. Or, point n'est besoin de rappeler que mettre fin à des

nettoyages ethniques jugés scandaleux de ce genre, était l'objet des interventions militaires humanitaires des années 90 avec les Etats-Unis. Malheureusement, cette fois-ci, c'est justement une intervention militaire américaine qui a provoqué et attisé cette forme d'épuration ethnique en Irak.

L'enlèvement des militaires américains en Irak a engendré aussi une instabilité sociale et politique, ce qui constitue toujours un indicateur de l'échec de la lutte contre le terrorisme. Selon le rapport du Groupe d'étude sur l'Irak ou ISG<sup>32</sup> dirigé par James Baker « *un glissement vers le chaos pourrait entraîner l'effondrement du gouvernement irakien et une catastrophe humanitaire. Les pays voisins pourraient intervenir, des affrontements entre sunnites et chiites pourraient se propager et Al-Qaïda pourrait remporter une victoire de propagande et élargir sa base d'opération* ». Cet élargissement de la base d'opération du réseau terroriste Al-Qaïda vient du fait qu'un Etat effondré est propice au développement du terrorisme<sup>33</sup>.

Il est rapporté qu'au mois de février 2007, les violences intercommunautaires en Irak ont provoqué deux millions d'exilés et 1,6 millions de déplacés à l'intérieur du pays. Cet exode massif de la population irakienne provoque une catastrophe humanitaire qui va aussi affecter les pays voisins et y accroître les risques sociétaux qui menacent la tranquillité et la paix d'une société<sup>34</sup>. Ainsi, l'invasion militaire de l'Irak n'a pas permis d'obtenir l'effet dominos escompté dans la «stratégie de grand Moyen-Orient» pour une meilleure sécurité et une promotion de la liberté et de la démocratie dans la région.

Même les objectifs à court terme des Etats-Unis<sup>35</sup> dans le cadre de la guerre contre la terreur en Irak, n'ont pas été atteints. Ces objectifs sont « *un progrès constant de l'Irak dans la lutte contre les terroristes ; des échéances claires par le gouvernement irakien pour un Irak libre, capable de gouverner et de se défendre lui-même* ». Les institutions et les structures qui contribuent à lutter contre la terreur n'ont pas pu être installées<sup>36</sup>. Une majorité de la population irakienne qualifie les responsables étatiques d'être aux ordres des Etats-Unis si bien qu'ils ont des difficultés pour avoir de la légitimité. Les forces de sécurité irakiennes nouvellement constituées sous la supervision des forces de coalition internationales, n'arrivent à sécuriser aucune partie du territoire ni même la capitale, malgré les appuis apportés par les forces de coalition internationales. Au contraire, elles ont l'handicap d'être devenues trop dépendantes des forces de coalition internationales. Lors de son interview paru dans Lexpress.fr du 4 janvier 2007, Donald

---

<sup>32</sup> Rapport « Iraqis study group » publié le mercredi 6 décembre 2006

<sup>33</sup> LOUP FRANCAIT, Livre gris sur la sécurité et la défense, stratégies et doctrine, Paris, Economica 2006 pages 6 ; 18.

<sup>34</sup> LOUP FRANCAIT, Livre gris sur la sécurité et la défense, stratégies et doctrine, Paris, Economica 2006 pages 6 ; 25

<sup>35</sup> National strategy for victory in Iraq - National Security Council - November 2005.

<sup>36</sup> CF stratégie nationale pour combattre le terrorisme.

Henry Rumsfeld a expliqué cette situation en ces termes « *plus vous acheminez des troupes - en particulier des soldats américains, extrêmement professionnels – plus elles interviennent, rendant les Irakiens dépendants ...* ».

### CONCLUSION

De tout ce qui précède, il ressort que la guerre d'Irak a peu de relation avec la lutte contre le terrorisme mondial malgré les arguments y afférents avancés par l'administration américaine pour la justifier. Au lieu d'y contribuer, elle a permis au terrorisme mondial et à ses alliés d'avoir un nouveau souffle après avoir été désorganisé et déstabilisé par la déroute des terroristes de l'Al-Qaïda et la chute du régime taliban en Afghanistan. L'enlèvement des militaires américains en Irak fait ombrage aux acquis de cette guerre d'Afghanistan dans la mesure où il est rapporté au mois de mars 2007, qu'une grande offensive des talibans s'y prépare, les Etats susceptibles de menacer la paix mondiale osent de nouveau défier la communauté internationale, Al-Qaïda ne cesse de menacer la paix et la sécurité mondiales, parvient à idéologiser l'islam pour soutenir sa cause et à recruter de nouveaux éléments beaucoup plus dangereux du fait qu'ils sont difficilement détectables. Les Etats-Unis ont perdu leur pouvoir de dissuasion et leur crédibilité alors que l'ONU ne dispose pas encore d'une force capable de rendre crédible les résolutions prises.

La lutte contre le terrorisme étant la grande préoccupation de tout Etat épris de justice, de démocratie et de paix, personne ne peut donc se réjouir de cet échec des Américains en Irak. Au contraire, des leçons devraient y être tirées pour une meilleure approche de la lutte contre le terrorisme. La puissance militaire étant déjà acquise pour écraser un ennemi dans le cadre d'une guerre conventionnelle, il est proposé les mesures à prendre ci-après pour préserver une victoire face aux menaces asymétriques et prévenir un enlèvement dans une crise comme tel est le cas des Américains en Irak.

#### 1) Décision d'une intervention militaire

Elle devrait être prise dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies et y être conforme pour les modalités. Une décision unilatérale de déclencher une guerre, même si les forces engagées viennent de plusieurs pays, est toujours sujette à des polémiques et en cas d'échec, ce sont toujours les terroristes qui en tirent des profits.

#### 2) Conduite d'une intervention dans un pays en crise

A l'heure actuelle, gagner la guerre n'est pas la seule finalité d'une intervention militaire et le règlement d'une crise ne se joue plus seulement dans la suprématie militaire. Il faut aussi des mesures d'accompagnement qui sont d'ordre :

a) social : en prévoyant des actions humanitaires avec le concours des organisations internationales, nationales et non gouvernementales ; en essayant de s'intégrer dans la population locale par la connaissance de sa langue, de ses us et coutumes et le cas échéant, se faire accompagner d'un interprète et d'un guide qui jouissent de son estime et enfin, en veillant à un rapide retour à la normale de la vie quotidienne.

b) économique : en cherchant à offrir une situation économique meilleure que sous le régime déchu et dont des retombées positives sont ressenties dans la vie quotidienne de la population et dans la vie économique du pays.

c) politique : en évitant d'imposer une politique de société mais voir ce qui est adapté au pays en crise, pour prétendre instaurer une démocratie durable acceptée par la majorité de la classe politique et de la population locale.

d) Sécuritaire : en se préparant à la gestion de l'après-guerre du fait que de point de vue modalités d'exécution, environnement et psychologique, les missions de police sont différentes des opérations militaires. D'abord, il est difficile pour une population civile, d'être gérée vers un retour à la normale de la vie quotidienne, par une force qui est entrée dans son pays en situation de guerre. De leur côté, les militaires ne sont pas adaptées à la gestion d'une foule, leur éducation et leur formation étant de faire face à l'ennemi (tuer et gagner une victoire) alors qu'il faut penser à avoir devant soi des citoyens momentanément égarés à qui il faut laisser la possibilité de quitter les lieux<sup>37</sup>. Une institution type gendarmerie devrait être valorisée, étant la plus adaptée pour une telle mission.

e) institutionnel : en évitant la prise de pouvoir par des groupes d'individus peu crédibles auprès de la population locale.

Ces mesures d'accompagnement se préparent avant le déclenchement des hostilités et doivent répondre aux attentes de la population pour qu'elle adhère au processus à instaurer. Elles permettent aussi aux éléments en intervention de s'intégrer dans la société en crise jusqu'à la prise en main de la gestion de la sécurité par les institutions nationales.

Pour terminer, malgré les arguments contraires avancés par les Etats-Unis<sup>38</sup>, l'offensive islamiste chez les populations ne peut être freinée sans une solution de la part de la communauté des nations pour régler ou au pire atténuer leurs problèmes de pauvreté, d'éducation, de sécurité, de frustration dans la société qui engendrent le communautarisme et les problèmes sociétaux. Puis, les grandes puissances doivent être convaincues aussi qu'il arrive un moment où les intérêts du pays en crise prennent le dessus sur leurs intérêts nationaux. Enfin, l'ONU doit penser à mettre

---

<sup>37</sup> Principe de maintien de l'ordre dans la gendarmerie

<sup>38</sup> Stratégie pour combattre le terrorisme page 9

en place une force à elle, même sous forme de forces en attente mais entièrement à sa disposition et capable de faire appliquer les résolutions prises pour les rendre crédibles, sans aucune mainmise ni influence d'un Etat pour des intérêts particuliers.

Les erreurs du passé doivent servir de leçons pour un monde meilleur. Toutes ces mesures à prendre proposées dépendent de la bonne volonté des grandes puissances. Mais est-ce qu'elles sont prêtes à faire des concessions en cette période où la concurrence pour être la seule superpuissance inégalée de la planète prédomine ?

## ANNEXE 1

### STATISTIQUES SUR LE NOMBRE DE MILITAIRES DES FORCES DE COALITION DECEDES EN IRAK

du 20 mars 2003 au 14 décembre 2006

Période	Américains	Britanniques	Autres	Total	Moyenne par jour	Nombre de jours
Année 2003	486	53	40	579	2,01	287
Année 2004	848	22	35	905	2,47	366
Année 2005	846	23	28	897	2,46	365
Année 2006	224	28	18	803	2,30	348
Total	2937	126	121	3184	2.33	1366

*Source* : <http://www.globalsecurity.org>

## ANNEXE 2

### TREIZE CONVENTIONS ANTI-TERRORISTES DE L'ONU

- 1) Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (1963)
- 2) Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (1970)
- 3) Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (1971)
- 4) Convention pour la répression des actes illicites de violences dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale (1988)
- 5) Convention pour la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques (1973)
- 6) Convention internationale pour la prise d'otages (1979)
- 7) Convention pour la protection physique des matières nucléaires (1980)
- 8) Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (1988)
- 9) Protocole à la convention susmentionnée pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plateformes fixes situées sur le plateau continental (1988)
- 10) Convention sur le marquage des explosifs plastiques aux fins de détection (1991)
- 11) Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (1997)
- 12) Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999)
- 13) Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (2005)

Source : Ambassade de Madagascar à Paris

### ANNEXE 3

-----  
PAYS FORMANT LA COALITION INTERNATIONALE  
AU DEBUT DE LA GUERRE SELON LA MAISON BLANCHE  
-----

1) l'Afghanistan,	25) la Lituanie,
2) l'Albanie,	26) la République de Macédoine,
3) l'Angola,	27) les Îles Marshall,
4) l'Australie,	28) la Micronésie,
5) l'Azerbaïdjan,	29) la Mongolie,
6) la Bulgarie,	30) le Nicaragua,
7) la Colombie,	31) l'Ouganda,
8) la Corée du Sud,	32) l'Ouzbékistan,
9) le Costa Rica,	33) les Palaos,
10) le Danemark,	34) le Panama,
11) la République dominicaine,	35) le Pays-Bas,
12) le Salvador,	36) les Philippines,
13) l'Erythrée,	37) la Pologne,
14) l'Espagne,	38) le Portugal,
15) l'Estonie,	39) la Roumanie,
16) les États-Unis,	40) le Rwanda,
17) l'Éthiopie,	41) Singapour,
18) la Géorgie,	42) la Slovaquie,
19) le Honduras,	43) la République tchèque,
20) la Hongrie,	44) le Royaume-Uni,
21) l'Italie,	45) les Tonga,
22) l'Islande,	46) la Turquie,
23) le Japon,	47) l'Ukraine.
24) le Koweït,	

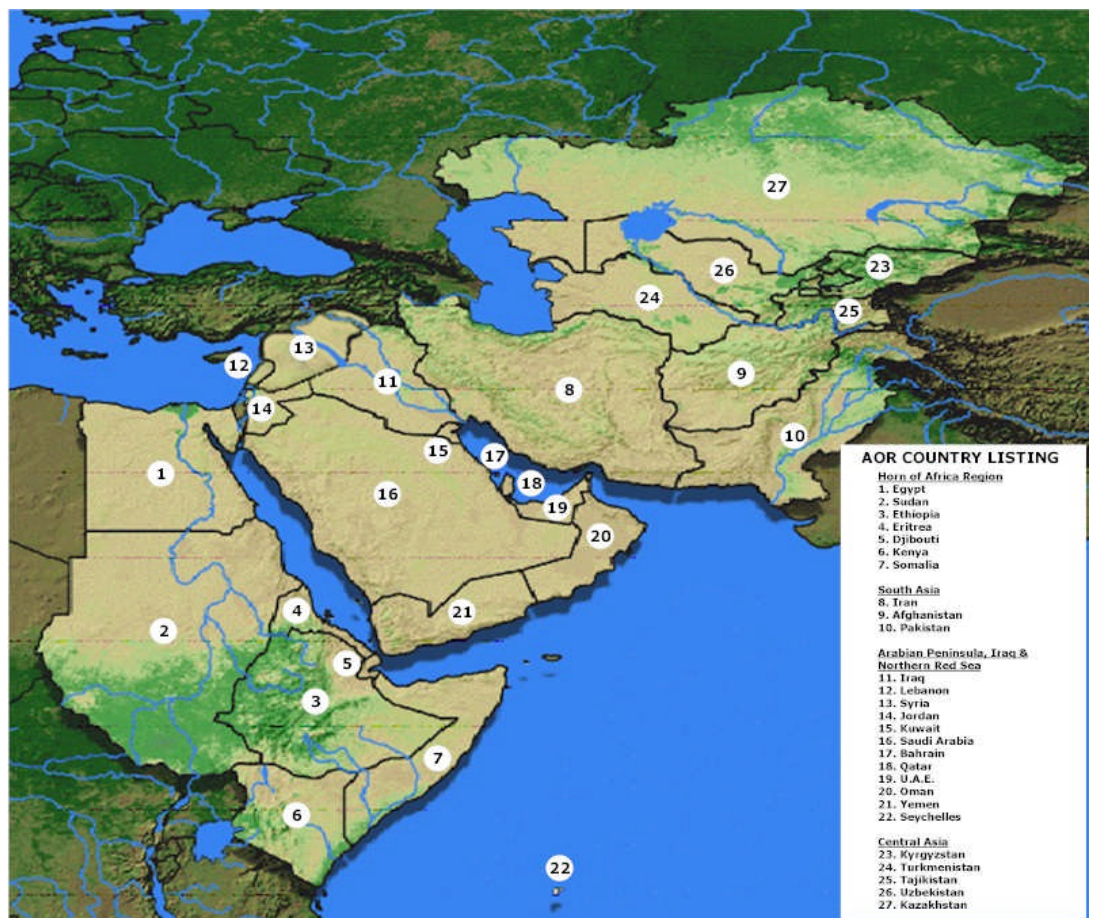
*Source* : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Irak>

## ANNEXE 4

### INSIGNE DE L'US CENTCOM



### Liste des pays dont CENTCOM est en charge



Source : Capitaine de Frégate Ullman Roger et lieutenant-colonel Hughes Johnathan B, stagiaires américains de la 14<sup>ème</sup> promotion du Collège Interarmées de défense.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES EN FRANÇAIS**

- CHAUPRADE Aymeric, Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire, Paris ; Ellipses, 2003.
- COUTEAU-BEGARIE Hervé, Traité de Stratégie, Paris, 5ème édition Economica, 2006.
- LOUP FRANCAERT, Livre gris sur la sécurité et la défense, stratégies et doctrine, Paris, Economica 2006.

### **OUVRAGES EN ANGLAIS**

- Thomas E. Ricks, Fiasco The american military adventure in Iraq, 2006
- Michael R. Gordon and General Bernard E. Trainor, COBRA II, The inside story of invasion and occupation of Iraq - Pantheon books - New York 2006
- Larry Diamond, Squandered victory, bungled effort to bring victory to Iraq, Times books, 2005

### **DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCAIS**

- La France face au terrorisme, La Documentation française - Paris, 2006
- Cahier du Retex. Les armées du chaos, étude sur les évolutions des guérillas en Irak (mai 2003-octobre 2004), CDEF (Centre de Doctrine d'Emploi des Forces), DREX (Division Recherche et Retour d'Expérience) Armée de Terre.

### **DOCUMENTS OFFICIELS EN ANGLAIS**

- The National Military Strategy of the United States of America, a Strategy for Today; a vision for tomorrow, 2004.
- The National Defense Strategy of the United States of America, 2005.
- National Security Council, November 2005
- The National Security Strategy of the United States of America, March 2006.
- The National Strategy for combating terrorism, September 2006.

### **ARTICLES DE PERIODIQUES EN FRANÇAIS**

- Le Figaro.
- Wikipédia, encyclopédie libre.
- Agence Reuters.
- Agence France Presse.

### **ARTICLES DE PERIODIQUES EN ANGLAIS**

- The New York Times, journal américain.

## **SITES INTERNET**

- <http://www.agoravox.fr>
- <http://www.globalsecurity.org>
- <http://www.iiss.org>
- <http://www.saphirnew.com>
- <http://www.radioCanada.com>
- <http://www.centcom.mili/aboutius/aor.htm>
- [http://www.amnesty international.be/doc/](http://www.amnestyinternational.be/doc/)
- <http://usinfo.state.gov>
- <http://fr.wikipedia.org>
- <http://F:\Geopolitique>
- <http://fr.news.yahoo.com>

## TABLES DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	1
I. <u>DETERMINATION DES ETATS-UNIS D'ATTAQUER L'IRAK.</u>	2
1.4 <u>LE TERRORISME</u>	2
1.1.6) <u>Phénomène de plus en plus meurtrier</u>	2
1.1.7) <u>Evolution</u>	3
1.1.8) <u>Etymologie et origines</u>	4
1.1.9) <u>Définition générale</u>	4
1.1.10) <u>Principaux types de terrorisme</u>	5
1.5 <u>LES ETATS-UNIS ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME</u>	5
1.5.1 <u>Stratégies de sécurité et de défense</u>	6
1.5.2 <u>La lutte contre le terrorisme selon les Etats-Unis</u>	6
1.5.3 <u>Objectifs de la guerre contre la terreur</u>	7
1.6 <u>CONTEXTE AVANT LA GUERRE</u>	8
1.3.6) <u>Intention des Etats-Unis d'attaquer l'Irak avant 2003</u>	8
1.3.7) <u>Succès de la guerre d'Afghanistan.</u>	9
1.3.8) <u>Tendances géopolitiques.</u>	10
1.3.9) <u>Conflits diplomatiques à l'ONU.</u>	10
1.3.10) <u>Détermination de l'administration américaine d'attaquer l'Irak</u>	11
II. <u>LA GUERRE D'IRAK ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME</u>	12
2.3) <u>RAISONS DE LA DETERMINATION AMERICAINE</u>	12
2.1.3) <u>Raisons déclarées</u>	13
2.1.4) <u>Autres raisons de la guerre</u>	14
e) <u>Raisons économiques</u>	14
f) <u>Raisons géopolitiques et géostratégiques</u>	15
2.4) <u>LES RAISONS DECLAREES ET LE TERRORISME</u>	16
2.2.1) <u>Saddam Hussein et les différents types de terrorisme</u>	16
a) <u>Saddam Hussein et le Terrorisme individuel ou d'Etat</u>	16
b) <u>Saddam Hussein et le Terrorisme organisé.</u>	17
c) <u>Saddam Hussein et le terrorisme économique.</u>	17
d) <u>Saddam Hussein et le terrorisme religieux.</u>	17
2.2.2) <u>Le régime irakien et le terrorisme mondial.</u>	17
2.2.3) <u>L'Irak et les armes de destruction massive.</u>	18
2.2.4) <u>L'intention de Saddam Hussein d'agresser ses voisins.</u>	19

III.	<u>CONSEQUENCES DE LA GUERRE D'IRAK</u>	19
3.1)	<u>CONSTATS</u>	19
3.1.4)	<u>Succès militaires au début</u>	19
3.1.5)	<u>Enlèvement des militaires américains en Irak</u>	21
3.1.6)	<u>Autres échecs de la guerre d'Irak</u>	21
	c) <u>Politique</u>	21
	d) <u>Diplomatique</u>	22
3.2)	<u>CONSEQUENCES DE LA GUERRE D'IRAK SUR LE TERRORISME</u>	24
3.2.1)	<u>Impacts positifs</u>	24
	e) <u>Diminution des Etats favorables au terrorisme</u>	24
	f) <u>Déstabilisation et affaiblissement des réseaux terroristes</u>	24
	g) <u>Premier pas vers la démocratie</u>	24
	h) <u>Destitution d'un régime dictatorial</u>	24
3.2.2)	<u>Impacts négatifs</u>	24
	a) <u>Perte du pouvoir de dissuasion des Etats-Unis</u>	24
	b) <u>Perte de crédibilité des Etats-Unis</u>	25
	c) <u>Objectifs de la guerre contre la terreur non atteints</u>	26
	CONCLUSION	28
	<u>Propositions de mesures à prendre</u>	
	3) <u>avant une décision d'intervenir</u>	29
	4) <u>pour la conduite d'une intervention</u>	29

#### ANNEXES

- Annexe 1 : statistiques sur le nombre de militaires des forces de coalition décédés en Irak, du 20 mars 2003 au 14 décembre 2006
- Annexe 2 : les treize conventions anti-terroristes de l'ONU
- Annexe 3 : les 47 pays qui ont formé la coalition internationale
- Annexe 4 : Insigne du CENTCOM et les listes des pays dont ce commandement régional américain a la charge.